



### CRISE LIBYENNE

# Une mission gouvernementale congolaise attendue à Tripoli

À la fin d'une visite officielle de quarante-huit heures au Congo, le président du Conseil présidentiel de la Libye, Mohamed El-Menfi et Denis Sassou N'Guesso ont convenu, au terme de leur échange, de l'envoi prochain à Tripoli d'une mission gouvernementale d'information et la convocation, dans les jours à venir, d'une réunion du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye. En sa qualité de président dudit comité, le chef d'Etat congolais a réitéré sa disponibilité et son engagement à accompagner jusqu'au bout les Libyens dans le règlement définitif de la crise dans leur pays.

Page 16



Denis Sassou N'Guesso et Mohamed El-Menfi

### CYBERSÉCURITÉ

## Brazzaville abritera un forum sur la protection des données des entreprises

La cybercriminalité préoccupe les autorités congolaises qui vont organiser le 29 juillet un webinar sur le sujet avec la participation des experts. Ces retrouvailles précèdent le premier forum Brazza Cybersecurity que la capitale congolaise abritera du 16 au 17 septembre prochain.

Le but de ces rencontres est de sensibiliser l'opinion publique à l'ampleur de la cybercriminalité et au moyen de la contrer avec de nouvelles techniques de défense incluant la prévention et l'analyse.

Page 3

### AGRICULTURE

## Le Rwanda veut acquérir des terres au Congo

L'ambassadeur de la République du Rwanda, Théoneste Mutsindashyaka, a sollicité le 27 juillet l'obtention des actes fonciers auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabiola, pour permettre à son pays de pratiquer l'agriculture au Congo.

« Je venais spécialement lui demander les actes de terres que le gouvernement congolais a donnés au Rwanda, dans le cadre de la coopération sud-sud. Le Rwanda veut travailler avec le Congo pour le développement de l'agriculture. Nous avons une expérience que nous voulons partager avec le Congo », a-t-il précisé.

Page 5



Le ministre d'Etat en train d'apprécier les produits finis de l'agriculture du Rwanda présenté par leur ambassadeur/Adiac

### ARTS

## La première édition de « Minzoto ya Mboka » fixée au 6 août

Le rendez-vous culturel et artistique, « Minzoto ya mboka », qui va rassembler sur scène les artistes congolais de diverses disciplines, se tiendra, pour sa première édition, le

6 août autour d'une panoplie d'activités à savoir le chant, le conte, le slam, la mode et la danse.

Organisé par l'agence Dream maker, « Minzoto ya mboka », en français « les Etoiles du pays », est une initiative multiculturelle permettant aux artistes de s'exprimer, de se découvrir et de vivre un grand moment de partage autour de diverses disciplines inscrites au programme.

Page 14

### Éditorial

## Ingérence

Page 2

## ÉDITORIAL

## Ingérence

Quitte à nous répéter ici même une fois de plus rappelons à ceux qui l'ont oublié, ou qui feignent de l'oublier, que le drame vécu par le peuple libyen depuis près de dix ans est le résultat de l'ingérence de puissances extérieures au continent dont les motifs réels restent toujours pour le moins obscurs. Et seront peut-être rendus publics un jour prochain si du moins les procès en cours en France, contre l'ancien président Nicolas Sarkozy tout particulièrement, lèvent le voile sur les véritables raisons de l'assassinat programmé du Guide Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011 près de la ville de Syrte.

Ceci étant dit, la visite que le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Menfi, vient d'effectuer à Brazzaville pour s'entretenir avec notre propre président, Denis Sassou N'Guesso, montre que, lentement mais sûrement, l'Afrique met en place le mécanisme de gestion et de prévention des crises qui permettra de résoudre le terrible drame provoqué en Libye par l'ingérence des puissances extérieures au continent. Engagé depuis longtemps dans la recherche d'une solution pacifique aux problèmes que devait résoudre le « Guide » libyen et n'ayant pas hésité à courir de grands risques personnels pour y parvenir alors même que Mouammar Kadhafi vivait encore, le chef de l'Etat congolais est à juste titre convaincu que seule l'Afrique parviendra à résoudre le conflit qui a dévasté la Libye mais qui se trouve aussi à l'origine directe de la déstabilisation de l'immense région du Sahel-Sahara.

Tout confirme aujourd'hui que le Comité de haut niveau de l'Union africaine qu'il dirige et qui met progressivement en place la médiation visant à rétablir l'unité de la Libye est la plus sûre des démarches en faveur de la paix, de la réconciliation dans cette partie du continent que tentent de bloquer des puissances extérieures pour des raisons basement matérielles au cœur desquelles figure, bien évidemment, l'exploitation des richesses pétrolières du pays. Cette mise en place de la médiation se trouve, en effet, au cœur de toutes les réunions qui se sont tenues à Brazzaville ces dernières années et qui ont réuni des hommes d'Etat mais aussi le Haut conseil des villes et des cités de la Libye le 16 novembre 2017.

Oui, il n'est pas de meilleure, ni de plus sûre façon de mettre fin à l'ingérence qui coûte si cher à ce grand pays frère que de consolider la médiation africaine.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## CONSEIL CONSULTATIF DE LA FEMME

## La secrétaire exécutive échange avec les femmes parlementaires

La secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Antoinette Kébi, a échangé le 27 juillet à Brazzaville avec une délégation des femmes parlementaires.



Antoinette Kébi et les femmes parlementaires

« Nous continuons la série d'activités que nous avons commencées, il y a quelques semaines. Ce sont des entretiens avec les femmes des différentes catégories qui composent le Conseil consultatif de la femme », a expliqué Antoinette Kébi.

« Nous avons échangé sur leurs préoccupations particulières... On va essayer de les recenser et faire un calendrier de travail avant de les soumettre au gouvernement et au président de la République », a-t-elle ajouté.

Elue locale de Brazzaville, Aurélie Loemba, a évoqué la nécessité de faire valoir le genre. « Le processus doit évoluer en ce qui concerne l'égalité, la parité homme-femme

et au niveau du conseil qu'il y ait beaucoup plus de femmes pour confirmer cette égalité », a-t-elle souhaité.

Elle a, en outre, proposé la mise en place de la liste zébrée, c'est-à-dire, celle plaçant la femme à côté de l'homme et vice versa.

Le Conseil consultatif de la femme n'est pas une structure gouvernementale. C'est un organe consultatif dont le rôle est d'identifier les thématiques et d'émettre des avis au président de la République.

Avant les femmes parlementaires, la secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme avait eu des entretiens avec les femmes universitaires et celles de la société savante.

*Jean Jacques Koubemba*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Tano

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## CYBERSÉCURITÉ

# La protection des données des entreprises au menu d'un forum ce 29 juillet

**Les cybercriminels utilisent de plus en plus des ransomwares (logiciels malveillants, virus) pour prendre le contrôle des installations industrielles et entreprises. La menace est prise au sérieux par les autorités congolaises qui organisent un webinaire sur le sujet, le jeudi 29 juillet à Brazzaville, avec la participation des experts.**

Aucune organisation, chaîne industrielle ou institution publique, n'est à l'abri des attaques provenant du endpoint, email, web et réseau. Les ransomwares sont, d'après les spécialistes, la principale menace pour les environnements d'entreprise. Les cybercriminels passent des jours, voire des semaines, dans un environnement cible avant d'exécuter une attaque de ransomware.

L'attaque consiste à utiliser un virus qui va chiffrer les fichiers de l'utilisateur contre son gré, puis exiger le paiement d'une rançon contre la clé de chiffrement utilisée par le ransomware. Cette activité criminelle s'est particulière-

ment développée au cours des dernières années car elle représente une pratique lucrative pour les délinquants. Les spécialistes enregistrent différentes familles de ransomwares telles que Teslacrypt et autres Locky présentant des caractéristiques distinctes et ont parfois recours à des outils de chiffrement différents. Selon un rapport des chercheurs en cybersécurité de Trend micro, le motif des attaques par ransomware est simple : gagner de l'argent. Ces derniers représentent à la fois une menace préoccupante et en évolution rapide pour les terminaux des systèmes de contrôle industriel dans le monde. Les services publics

tels que l'eau et l'électricité sont dans la ligne de mire des pirates, du fait de leur place critique pour la société. Le but de la conférence, qui verra la participation du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, est de sensibiliser

l'opinion publique à l'ampleur de la menace et au moyen de contrer ces attaques avec de nouvelles techniques de défense incluant la prévention avec une détection, une analyse et une réponse efficace. Deux experts vont co-animer le webinaire, Abderezak Ouaret, business development

*Les principaux intervenants de l'évènementAdiac*

manager Broadeam, et Housna Hamadet, country manager north and west Africa du même groupe.

Il faut noter que cette conférence précède le premier forum Brazza Cybersecurity que la ville capitale abritera du 16 au 17 septembre prochain.

**Fiacre Kombo**



**Léon Ibombo**  
Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique



**Housna Hamadet**  
Country Manager North and West Africa, Broadcom



**Abderezak Ouaret**  
Business Development Manager, Broadcom

## BEPC 2021

## Les épreuves se déroulent normalement

**Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, a lancé les épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) le 27 juillet à Brazzaville et à Pointe-Noire.**

« Nous constatons que tout se passe comme prévu, sans problème », a-t-il indiqué à l'issue de la ronde de quelques établissements scolaires.

Au total 110 054 candidats inscrits passent les épreuves. Parmi eux, 104.676 candidats officiels, 5378 candidats libres. Le nombre de filles candidates (65023) dépasse celui des garçons. Dans l'ensemble, les candidats sont déterminés à décrocher le sésame qui leur ouvrira les portes du lycée la prochaine année scolaire.

En rappel, lors du BEPC



*Les candidats pendant la première journée des épreuves du BEPC*

**En rappel, lors du BEPC 2020, le département de la Lekoumou était en tête avec un taux de réussite de 79,60%. Brazzaville et Pointe-Noire qui, depuis un certain temps, sont talonnés par les localités de l'arrière-pays aux examens d'Etat, ont occupé respectivement la 10<sup>e</sup> et la 11<sup>e</sup> place.**

2020, le département de la Lekoumou était en tête avec un taux de réussite

de 79,60%. Brazzaville et Pointe-Noire qui, depuis un certain temps, sont ta-

lonnés par les localités de l'arrière-pays aux examens d'Etat, ont occupé respecti-

vement la 10<sup>e</sup> et la 11<sup>e</sup> place. Pour cette année, il faut attendre les résultats pour savoir si la Lekoumou va se

3Tié-Tié devant le directeur départemental de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Baptiste Sitou, et les membres du jury.

Les 34450 candidats inscrits au brevet d'études du premier cycle (BEPC) session de juillet 2021 à Pointe-Noire ont commencé l'examen comme tous les candidats du pays par les épreuves de mathématiques et d'histoire-géographie. Les candidats de Pointe-Noire ont été placés dans neuf centres répartis en six zones urbaines et rurales afin de les rapprocher de leurs centres d'examen.

Par ailleurs, un centre spécial a été créé au lycée Trois-Glorieuses pour permettre aux candidats n'ayant pas retrouvé leur centre et ceux qui n'ont pas de code à barres de passer l'examen dans la quiétude en attendant de régler leur situation. Soulignons que les épreuves écrites vont se poursuivre jusqu'au 30 juillet. Ce 28 juillet, les candidats affrontent respectivement les épreuves de science de la vie et de la terre et l'Anglais.

**Rominique Makaya et Legnoki Léa Itoua**

maintenir à la tête du peloton ou si elle sera détrônée par un autre département.

**Les épreuves écrites du BEPC lancées au CEG 30 mars de Pointe-Noire**

Le préfet du département de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, a officiellement lancé le démarrage des épreuves écrites du BEPC, le 27 juillet, au CEG 30 mars situé dans l'arrondissement



## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.  
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)  
**Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC »**  
**AMI N°003/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021**

Secteur : Agriculture  
Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200006402  
N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002



1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestation de services d'un Consultant individuel chargé de l'élaboration d'un Manuel de Suivi-évaluation du PRODIVAC.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : a) procéder à une analyse détaillée, entre autres, des aspects suivants : (1) données de base à collecter et supports de collecte aux différents sites ; (2) tableaux de bord de suivi-évaluation et base de données fonctionnelles applicables au projet ; (3) procédures, méthodes de collecte, système de collecte, de traitement et niveau de traitement, et de diffusion et ; (4) outils associés (matériels et logiciel, etc.) et b) rédiger un projet de Manuel de Suivi-évaluation du projet, y compris le plan de formation détaillé, incluant le rapport relatif à la formation. La Mission est d'une durée de soixante (60) jours ouvrables.

3. L'Unité de Coordination du Projet d'appui au cli-

mat des investissements et à la gouvernance forestière et du Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADEC-PACIGOF), ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier) : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et / ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de Passation des Marchés des opérations financés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, Edition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> ».

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse men-

tionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+ 1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 04 août 2021 à 13 heures (heure locale) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°003/MPIRTACMM/UCP-PRODIVAC 2021 RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION D'UN MANUEL DE SUIVI-EVALUATION DU PRODIVAC » à l'adresse ci-après :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez, Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 612 76 84 / 04 464 31 31 / 06 450 52 70 ;  
E-mail : [prodivaccongo@gmail.com](mailto:prodivaccongo@gmail.com) / [pat.2016.otonghos@gmail.com](mailto:pat.2016.otonghos@gmail.com).

**Fait à Brazzaville le, 22 juillet 2021.**

**Le Coordonnateur du PRODIVAC ;**

**Benoît NGAYOU. -**

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.  
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)  
**Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC »**  
**AMI N°002/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021**

Secteur : Agriculture  
Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200006402  
N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestation de services d'un Consultant individuel chargé de l'élaboration d'un Manuel de Suivi Environnemental et Social du PRODIVAC.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) la description des arrangements institutionnels en matière de gestion environnementale et sociale du PRODIVAC (ii) l'établissement des procédures techniques spécifiques de gestion environnementale et sociale, (iii) la préparation des termes de référence types pour les différents outils prospectifs de gestion préventive et anticipative (étude d'impact environnemental et social: Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), Audit environnementale et social, plan de mise en conformité et inspection environnementale ) et la préparation des modèles des documents suivants: fiche de déclaration d'impact, liste de vérification pour le tri des projets, formulaire de screening par type d'activité (infrastructure, agriculture, pisciculture, pêche, maraîchage, élevage, transformation), liste de vérification des mesures types d'atténuation, rapport d'inspection environnementale, rapport mensuel de contrôle, rapport de réception environnementale et sociale de chantier, compte rendu

mensuel de l'entreprise ou du prestataire, rapport de suivi-environnemental et social, procédures de traitement des questions foncières et d'indemnisation, rapport d'analyse des études d'impacts environnemental et social ainsi que les grilles d'analyse et mécanisme de gestion des plaintes. En complément, les services suivants seront requis afin de faciliter la mise en œuvre du projet : (iii) la préparation d'un Plan de Gestion des Pestes et des Pesticides du projet et (iv) le cadrage des sous-projets prévus pour 2021 et 2022 et la préparation des EIES spécifiques. Le Contrat est prévu pour une durée de soixante (60) jours.

3. L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier) : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et / ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Règles et Procédures relatives à la Sélection de Consultants, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012,

qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+ 1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 04 août 2021 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°002/MPIRTACMM/UCP-PRODIVAC 2021/Recrutement d'un Consultant Individuel CHARGE DE L'ELABORATION D'UN MANUEL DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PRODIVAC » à l'adresse ci-après :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez, Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 612 76 84 / 04 464 31 31 / 06 450 52 70 ;  
E-mail : [pacigofcongo@gmail.com](mailto:pacigofcongo@gmail.com) / [pat.2016.otonghos@gmail.com](mailto:pat.2016.otonghos@gmail.com).

**Fait à Brazzaville le, 22 juillet 2021.**

**Le Coordonnateur du PRODIVAC**

**Benoît NGAYOU. -**

## TRIBUNE LIBRE

## Sur les routes de Brazzaville

Ville tentaculaire de près de deux millions d'habitants, Brazzaville, à l'instar des grandes villes de son rang, donne l'impression d'être constamment en chantier. Il s'y déroule des travaux dans presque tous les coins de la ville. Si les autres villes du monde se remettent en ordre à la fin des travaux, à Brazzaville, tout contrairement, les dégâts engendrés par le chantier sont abandonnés sur les lieux et en l'état.

Ces derniers jours, c'est une société privée qui creuse et creuse encore y compris sur des artères bitumées pour installer des tuyauteries, dans le but d'améliorer la desserte de la ville en eau potable. Voilà qui serait une bonne nouvelle pour tous, puisque la ville compte encore des quartiers qui ne sont pas desservis comme il se devrait en cette dernière année. Une nouvelle réjouissante pour nombreux d'entre nous, mais qui laisse, cependant, un goût amer aux usagers de la route et les automobilistes, notamment.

D'ordinaire, la circulation à Brazzaville est déjà bien difficile du fait de l'affluence de véhicules qui encombrant les chaussées. Tantôt, les chauffeurs des bus de transport en commun stationnent où ils veulent, obstruent les voies et créent ainsi des embouteillages. Tantôt les usagers accusent l'étroitesse des voies pour justifier le caractère stationnaire du mouvement des véhicules. Circuler sur les rues de Brazzaville le matin, en mi-journée ou le soir, il vous faut vous armer de patience à toute épreuve. Aucun automobiliste ne peut rouler au rythme voulu, même en modérant la vitesse.

Alors que le problème de bouchons de la circulation à Brazzaville demeure encore irrésolu, des travaux engagés sur certaines artères qui consistent à creuser la chaussée pour l'adduction d'eau, sont venus renforcer les craintes des automobilistes désespérés.

En effet, après le passage des pelles mécaniques sur la route, les tuyaux une fois enfouis, la société chargée de la mise en œuvre du projet referme, vaillamment, les cratères sans se soucier de remettre le bitume abîmé. Le constat est surtout visible sur l'axe reliant le rond-point de l'entrée de Moukondo à la station d'essence Total. Dans ce même quartier, l'avenue Bouéta-Mbongo n'est plus qu'une excavation rendant difficile toute circulation. Les quartiers Massengo et Soprogé à Djiri ne sont pas en reste, ils subissent le même sort.

Les travaux sur les routes de Brazzaville ne sont pas une nouveauté, loin s'en faut. Ce qui sidère la plupart des gens, c'est la négligence coupable que font montre les sociétés en charge de ces travaux d'utilité publique. A cette allure Brazzaville pourrait faire des frais avec le retour prochain de la saison des pluies.

Le pire est que les Brazzavillois ne savent à qui des services municipaux ou de ces opérateurs de travaux incombe la responsabilité du reprofilage des bitumes cassés. Telle est l'interrogation sans réponse qui taraude les cerveaux des citoyens. Il y a quelques années en arrière, les services des mairies remblayaient systématiquement les trous béants que laissaient, sur les artères, les sociétés qui y ont exécuté des travaux. Vivement que ces vieux temps où la mairie nous sauvait la mise, nous reviennent en aide.

Valentin Oko

## AFFAIRES FONCIÈRES

## Le Rwanda veut acquérir les terres agricoles au Congo

Le ministre d'Etat, des Affaires foncières et du Domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, a échangé, le 27 juillet à Brazzaville, avec l'ambassadeur de la République du Rwanda, Théoneste Mutsindashyaka, sur l'obtention des actes fonciers de terres que le Congo a données à son pays, dans le cadre de la coopération sud-sud.

« Je venais spécialement lui demander les actes de terres que le gouvernement congolais a donnés à l'Etat rwandais, dans le cadre de la coopération sud-sud. Comme vous le savez, son excellence Denis Sassou N'Guesso, président de la République a mis en avant pour ce quinquennat, le développement de l'agriculture. Le Rwanda veut travailler avec le Congo pour le développement de l'agriculture. Nous avons une expérience dont nous voulons partager avec le Congo », a indiqué Théoneste Mutsindashyaka, ambassadeur du Rwanda.

Et de poursuivre : « Nous avons enregistré toutes les terres cultivables et non cultivables. Chaque citoyen a son titre de propriété. Nous avons aussi développé une plateforme de gestion. Vous n'avez pas besoin de venir dans la capitale pour transférer un titre de propriété. Nous avons discuté avec le ministre d'une visite à effectuer au Rwanda pour



Le ministre d'Etat en train d'apprécier les produits finis de l'agriculture du Rwanda présenté par leur ambassadeur/Adiac

partager l'expérience avec son homologue ». Pour sa part, le ministre d'Etat, des Affaires foncières et du Domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, a signifié que ce dossier sera débattu en Conseil des ministres. Il est ému de voir les produits finis de l'agriculture rwandaise, notamment le thé, le café et le manioc qui sont commercialisés à l'étranger. Le Congo possède environ dix millions d'hectares de terres agricoles dont 2 % à peine sont exploitées. Jusqu'en 1986, la politique agricole du Congo a été axée sur

la collectivisation de la production. « Nous allons travailler avec le Rwanda pour développer l'agriculture et l'élevage. Il y aura de l'emploi parce que ces deux filières utiliseront plus les jeunes désœuvrés », a indiqué le ministre d'Etat, Pierre Mabiala.

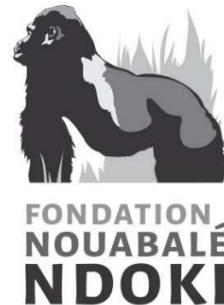
Rappelons qu'un acte foncier est authentique. Il peut être rédigé en la forme notariée ou administrative et, est soumis à la publicité foncière. Il peut également être consigné en constatant l'accord entre deux ou plusieurs parties...

Fortuné Ibara

### ANNONCE D'APPEL D'OFFRE

Réf: Act111/PTAB2021

## MARCHÉS DE TRAVAUX



Dans le cadre de l'exécution du Plan de Travail Annuel Budgétisé de l'Exercice 2021, la Fondation Nouabalé-Ndoki (FNN) lance un Appel d'Offres Ouvert National (AOON) pour la réalisation des travaux de construction d'un bâtiment de plain-pied à Bomassa, District de Kabo dont le Maître d'ouvrage est la FNN.

Nous invitons les entreprises souhaitant collaborer avec la WCS à venir retirer un dossier aux bureaux ci-dessous à partir du **23/07/2021** aux adresses ci-dessous. Ces mêmes adresses serviront de lieux de dépôt.

BRAZZAVILLE  
151 Av. Général de Gaulle,  
face Laboratoire National

OUESSO  
Av. Principale, prox. Conseil Éco.

Aux bureaux de la WCS à :  
BOMASSA  
POINTE-NOIRE  
ÉPÉNA  
KABO  
MAKAO

La date de clôture du dépôt des dossiers d'appel d'offre est fixée au :

**20/08/2021 à 17h00.**

Les soumissionnaires souhaitant envoyer les dossiers par mail peuvent utiliser l'adresse:  
**congoprocurment@wcs.org**

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires par email :

**ndokiadmin@wcs.org**

en copie : bjevans@wcs.org et klubango@wcs.org

Pour la WCS Congo, Richard Malonga, Directeur Général

MINIISTERE DE L'AGRICULTURE  
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PECHE

RÉPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail \* Progrès

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT  
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°015T/PDAC-2021 RELATIF AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU CENTRE AGROPASTORAL BIKONDOLO À TCHIAMBA-NZANSI, POINTE-NOIRE

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée aux travaux d'aménagement du centre agropastoral à Bikondolo à Pointe-Noire.

Le PDAC invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission en vue d'exécuter les travaux d'aménagement dudit centre.

Ces travaux comprennent :

- ✓ installation et Repli de chantier ;
- ✓ aménagement d'un périmètre maraîcher de 10 ha 56 à trois châteaux d'eau permettant une irrigation par gravité ;
- ✓ construction d'un bâtiment administratif ;
- ✓ construction des bâtiments d'exploitation ;
- ✓ mise en couvre des mesures environnementales et sociales.

Le délai des travaux est de 6 mois.

L'Appel d'offres se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'offres national spécifiées dans les Directives de passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA », de janvier 2011, révisées en juillet 2014, disponibles sur HYPERLINK «<http://www.worldbank.org/procure>» [www.worldbank.org/procure](http://www.worldbank.org/procure). Il est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

Les soumissionnaires intéressés éligibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et examiner le Dossier d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous, de 8 h 00 à 15 h 30, les jours ouvrables.

Les spécifications de qualification sont

- a) registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ;
- b) bilans des trois dernières années certifiés par un comptable Agréé ;
- c) avoir exécuté, au cours des trois années précédentes, au moins deux marchés des travaux de bâtiments justifiés par des attestations de bonne fin d'exécution ou des procès-verbaux de réception.
- d) Le matériel essentiel que le soumissionnaire devra affecter aux travaux est :
  - 1 pelle mécanique ou Tractopelle ;
  - 1 bétonnière et des accessoires.
- e) le certificat de visite des lieux est dûment signé par le PDAC et le représentant du soumissionnaire. La visite des lieux est obligatoire et se fera au siège de la Sous-préfecture de Tchiamba-Nzassi à 10 heures précises, sans séance de rattrapage le 5 août 2021.
- f) les qualifications et expérience du personnel technique et d'encadrement clé proposé pour exécuter le Contrat :

- un Ingénieur en Génie-rural / Génie-civil / Développement rural ou équivalent, ayant au moins cinq (5) ans d'expérience globale dans l'exécution des travaux des bâtiments et au moins deux (2) ans d'expérience dans l'aménagement des sites maraichers (joindre le diplôme et le CV) ;

- un Chef de chantier de génie-civil ou Bâtiments, ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans l'exécution des travaux de bâtiments (joindre le CV) ;

g) l'attestation de capacité financière de l'année en cours délivrée par une Banque locale attestant que le soumissionnaire dispose d'au moins 10% du montant nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement du centre agro-pastoral de Bikondolo de la communauté urbaine de Tchiamba-Nzansi à Pointe-Noire ;

h) le certificat de non faillite ;

i) le Quitus de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de l'année en cours de validité ;

j) le devis des mesures d'atténuation des impacts négatifs chiffré et dûment signé, son omission entraînerait le rejet de l'offre ;

Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté par les soumissionnaires intéressés à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant non remboursable de Deux cent mille (200 000) Francs CFA. Le paiement sera effectué en espèces au service de comptabilité de l'UNCP-PDAC. Le dernier délai de vente de dossier est fixé au 6 août 2021 à 14 heures. La visite des lieux se fera le 7 août 2021.

Les Soumissions devront être déposées au secrétariat de l'Unité Nationale de Coordination à l'adresse ci-dessous au plus tard le 23 août 2021 à 12h30. Les dépôts électroniques ne seront pas admis. Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes physiquement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister à l'adresse ci-dessous le 23 août 2021 à 13 heures.

Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission représentant 2% du montant de l'offre. Son absence entraînerait la nullité de l'offre.

L'adresse mentionnée(s) ci-dessus est :

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET. Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Centre ville Mpi-la-Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 E-mai1: pdscmaep@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 23 JUL 2021

Le Coordonnateur National,



Isidore ONDKI

FORCE PUBLIQUE

# Deux colonels de police prennent le commandement à Brazzaville

Nommés respectivement commandant territorial des forces de police et commandant du groupement mobile de la police, le colonel Louis Lando Ngoyo et le lieutenant-colonel de police Achille Gabia Yongo ont officiellement pris leurs fonctions le 27 juillet à Brazzaville, en présence du commandant des forces de police, le général Jean François Ndengué.

« A compter de ce jour, vous reconnaîtrez comme commandant territorial des forces de police, et commandant du groupement mobile de Brazzaville, vos chefs, le colonel Louis Lando Ngoyo et le lieutenant-colonel Achille Gabia Yongo. Vous leur obéirez sur tout ce qu'ils vous com-

manderont pour l'intérêt du service dans l'exécution des recommandations de la police, dans l'observation des lois de la République et pour le succès de la police nationale, conformément à la Constitution », a déclaré le général Jean François Ndengué.

Le nouveau commandant



territorial des forces de police de Brazzaville a assumé plusieurs fonctions. De 2006

à 2012, il a été commissaire spécial ; commissaire central de police de la Mfoa ; directeur de la sécurité aux frontières de 2019 à 2021. Officier et commandeur, il est détenteur d'une médaille d'officier de police, d'une médaille d'honneur de la police. De son côté, le nouveau commandant du groupement mobile de la police fut commissaire central de la ville de Dolisie (département du Niari) et commissaire central Tsiémé (département de Brazzaville). Le colonel Louis Lando Ngoyo a reconnu que la tâche est lourde. « Ce que

Le colonel Louis Lando Ngoyo prenant le commandement

je peux dire pour l'instant, merci de l'attention portée par le président de la République et le gouvernement, ainsi que les autorités de la force publique à mon égard. Pour le reste, c'est de se battre et faire de telle sorte que la police soit au milieu de la population ; faire une police de proximité ; faire de telle sorte qu'il y ait une bonne cohabitation entre la population et la police », a-t-il indiqué.

Notons que la cérémonie a été clôturée par une parade militaire.

Guillaume Ondze



Le général Jean François Ndengué remettant le drapeau au lieutenant-colonel Achille Gabia Yongo

## UNE RENTRÉE SCOLAIRE PLUS ASSURÉE, c'est avec BGFIBank

Bénéficiez jusqu'à

# 2 000 000 F CFA

de crédit et assurez la scolarité de vos enfants.

FRAIS DE DOSSIER GRATUITS

Suivez-nous sur

Ecoute - Qualité - Client  
Tél.: 81 88  
Email : eqccongo@bgfi.com  
[www.groupebgfibank.com](http://www.groupebgfibank.com)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT  
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Une partie des fonds du projet est réservée aux travaux d'électrification de l'agropole de Dihessé dans le Département de la Bouenza.

2. Le PDAC invite les soumissionnaires éligibles et qualifiés à présenter leur soumission en vue d'exécuter les travaux qui comprennent, notamment, la construction de la ligne MT-35 kV Mont-Bello-Dihessé, d'un réseau d'un réseau de distribution MT 35 kV, d'un réseaux de distribution BT (0,4 kV), la fourniture du matériel de sécurité et la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales.

Le délai des travaux est de 9 mois.

3. L'Appel d'offres se déroulera conformément aux Directives de la passation des marchés de la Banque mondiale, de janvier 2011, révisées en juillet 2014, disponibles sur [www.worldbank.org/procure](http://www.worldbank.org/procure). Il est ouvert à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4. Les critères de qualification sont :

- registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ;
- bilans certifiés, des trois dernières années, par un comptable agréé ;
- avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen d'un milliard (1 000 000 000) de francs CFA, pour des marchés de travaux d'installation des réseaux électriques effectués au cours des trois années, justifiés par des bons de commande, des contrats ou des lettres de notification ;
- avoir exécuté, au cours des trois années précédentes, au moins un marché d'installation de réseaux MT/BT, la fourniture et le montage des transformateurs justifiés par des attestations de bonne fin d'exécution ou des procès-verbaux de réception.

e) Matériel essentiel à affecter aux travaux :

- 1 camion plateau 10 tonnes (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 camion benne de 14m (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 engin mécanique pour l'exécution des fouilles tel qu'une tractopelle ou une pelle mécanique (avec carte grise et contrat de location, le cas échéant) ;
- 1 bétonnière de 350 et accessoires.

f) Un certificat de visite des lieux signé par les représentants du PDAC et du soumissionnaire obtenu lors de la visite des lieux (obligatoire) prévu le 5 août 2021, à partir 10 heures précises (rassemblement à la Sous-préfecture de Loudima), sans séance de rattrapage.

g) Personnel technique et d'encadrement clé proposé :

- Un Ingénieur Electricien ou Électrotechnicien, Coordinateur du Projet en charge des études, Conception et Exécution, ayant au moins cinq ans d'expérience dans le secteur des Etudes et Travaux de construction des lignes électriques et de postes de transformation (joindre la copie du diplôme et le CV) ;
- Un Technicien supérieur, Conducteur de travaux et Chef de chantier, ayant au moins cinq ans d'expérience dans le secteur des Travaux de construction des lignes électriques et de postes de transformation (joindre la copie du diplôme et le CV) ;
- Un point focal environnemental et social (joindre le CV)

h) l'attestation de capacité financière de l'année en cours délivrée par une Banque locale attestant que le soumissionnaire dispose d'au moins 10% des moyens financiers nécessaires à la réalisation des travaux d'alimentation électriques de l'agropole de Dihessé, dans le District de Loudima, Département de la Bouenza

i) le certificat de non faillite et le Quitus de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en cours de validité ;

j) le devis des mesures d'atténuation des impacts négatifs

chiffré et dûment signé ;

5. Le Dossier d'appel d'offres complet en français peut être acheté, au plus tard le 4 août 2021, à l'adresse ci-dessous, contre paiement d'un montant non remboursable de Deux cent mille (200 000) Francs CFA, en espèces, auprès du comptable du PDAC, les jours ouvrables de 9h00 à 15h00.

6. Les Soumissions devront être déposées au plus tard le 27 août 2021, à 12h30. Les dépôts électroniques ne seront pas acceptés. Les soumissions présentées hors délais seront rejetées. Les Soumissions seront ouvertes physiquement, en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent, le 25 août 2021 à 13 heures.

8. Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission représentant 2% du montant de l'offre. L'absence de la garantie entraînera le rejet de l'offre.

L'adresse mentionnée ci-dessus est :

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE (PDAC) UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET.** Boulevard Denis Sassou Nguesso, Centre ville Mpila-Brazzaville, République du Congo, Tel : (242) 06 858 88 88 E-mail : [pdacmaep@gmail.com](mailto:pdacmaep@gmail.com)

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021

Le Coordonnateur National,  
  
Isidore ONDOKI



REPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE  
UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

### AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN CHARGE DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE MARAICHER DE BIKONDOLO DE TCHIAMBA-NZASSI A POINTE-NOIRE N°007C/PDAC/2021

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au contrôle et à la surveillance des travaux d'aménagement du centre maraîcher de Bikondolo à Tchiamba Nzassi, Pointe-Noire. Ces prestations ont pour objectif, d'assurer le bon déroulement des travaux :

- Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales,
- Aménagement du périmètre maraîcher adossé, y compris la construction de trois châteaux d'eau et d'un point de captage avec une bache à eau et d'un émissaire ;
- Construction des bâtiments administratif, d'exploitation agricole et d'un bloc sanitaire.

Les candidats qualifiés sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt pour l'exécution de ladite mission. le dossier comprend :

- une lettre de motivation dûment signée adressée au Coordonnateur National du PDAC ;
- une copie du diplôme légalisée, BAC+2 au moins en hydraulique, génie-rural ou équipements ruraux ;
- un curriculum vitae indiquant une expérience professionnelle justifiée d'au moins trois ans ;
- une preuve de la conduite des travaux d'aménagement et de construction des bâtiments agricoles (certificat de travail, ordre de démarrage des activités, attestation de bonne fin

de prestation ou un contrat de travaux similaires) ;

La durée de la mission est de 6 mois.

Le consultant individuel sera sélectionné selon la méthode de comparaison des CV, conformément aux Directives de la Banque mondiale relatives à la « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de janvier 2011 révisées en juillet 2014 ».

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés ou retirés à l'Unité Nationale de Coordination du PDAC. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard, le lundi 9 août 2021, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : [pdacmaep@gmail.com](mailto:pdacmaep@gmail.com), les jours ouvrables, de 9 heures à 15 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021

Le Coordonnateur National,  
  
Isidore ONDOKI

## SAHEL

# La force européenne Takuba va jouer un rôle central dans la lutte contre les jihadistes

**Après la réduction prévue de la présence militaire française au Sahel, la « task force » Takuba, unité de forces spéciales européennes chargée d'accompagner l'armée malienne au combat face aux jihadistes, occupera une place de premier plan dans le dispositif antiterroriste. Un partage de fardeau bienvenu pour Paris, qui se prépare à réduire ses effectifs militaires dans la zone après huit ans de présence.**

Outre la France qui a initié ce groupement, Takuba regroupe déjà des forces en provenance de Belgique, d'Estonie, d'Italie, des Pays-Bas, de la République tchèque, du Portugal et de Suède, qui a envoyé quelque 150 soldats début 2021. La Roumanie s'est aussi engagée à y participer, ainsi que le Danemark qui

contribue militairement à Takuba.

En ce qui concerne le déploiement de 45 soldats roumains, leur arrivée est prévue au quatrième trimestre 2021. « Cela renforcera la visibilité internationale de notre pays », souligne un rapport officiel qui évoque également « d'importants bénéfices dans la rela-

tion avec la France ». « Merci à nos amis roumains pour leur engagement », réagit dans un tweet la ministre française des Armées, Florence Parly. Hormis l'opération Takuba qui rassemble aujourd'hui 600 soldats dont la moitié sont des Français, les Etats-Unis entendent aussi jouer un rôle très important dans la lutte contre le jihadisme au Sahel. C'est pour cela que les autorités américaines et françaises ne veulent pas abandonner leurs efforts en matière de contre-terrorisme. A cet effet,

**La France ne va pas ralentir ses opérations de contre-terrorisme**

Ce raffermissement de la coopération bilatérale intervient au moment où la France envisage de commencer à fermer ses bases dans le nord du Mali, plus précisément au second semestre de cette année, dans le cadre de la réduction annoncée de sa présence militaire au Sahel. Et sur les 5.100 soldats français actuellement présents, après plus de huit ans d'engagement massif, des sommes colossales englouties, Paris devra maintenir à terme entre 2.500 à 3.000 hommes dans la région. Selon Emmanuel Macron, leur mission principale doit porter sur « la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies », ainsi que « l'appui à la montée en puissance des armées de la région ». Ce dispositif s'appuiera sur « des forces spéciales structurées autour de Takuba (...) et des forces africaines, européennes, internationales », selon le président français.

Pour la ministre française des Armées, Florence Parly, « cette transformation

ne signifie pas le départ du Sahel », ni que Paris va ralentir ses opérations de contre-terrorisme dans la région. « Nous avons collectivement, nous Européens, une responsabilité de sécuriser le flanc sud de l'Europe. Il est essentiel de ne pas permettre que le Sahel et plus largement l'Afrique deviennent une zone refuge et d'expansion pour ces groupes terroristes affiliés à Daech (l'acronyme arabe de l'EI) et Al Qaïda », juge-t-elle. « La France reste pleinement engagée, avec ses alliés européens et américains, aux côtés des pays sahéliens et des missions internationales », pour combattre les groupes jihadistes qui sévissent au Sahel, assure le ministre des Armées dans un communiqué.

Florence Parly pense que les forces armées sahéliennes sont désormais « en mesure de faire face à leurs ennemis » puisque les Européens sont présents à leur côté, notamment au sein du groupement de forces spéciales Takuba. « Nous sommes de plus en plus en partenariat avec les forces armées sahéliennes que nous avons d'abord formées » via la mission européenne EUTM, « que nous avons entraînés, et avec lesquelles nous avons de plus en plus combattu », poursuit-elle.

**Nestor N'Gampoula**

**« La situation au Mali est extrêmement difficile. C'est dans ces moments-là qu'une présence internationale revêt de la valeur »**

a promis une centaine d'hommes pour 2022. La Norvège a, quant à elle, proposé d'envoyer deux officiers au quartier général de la force Takuba.

« La situation au Mali est extrêmement difficile. C'est dans ces moments-là qu'une présence internationale revêt de la valeur », fait valoir le ministre norvégien de la Défense, Frank Bakke-Jensen, cité par un communiqué. Faute d'un soutien politique suffisant au Parlement, Oslo avait repoussé l'an dernier une demande française de

contribution avec la France ». « Merci à nos amis roumains pour leur engagement », réagit dans un tweet la ministre française des Armées, Florence Parly. Hormis l'opération Takuba qui rassemble aujourd'hui 600 soldats dont la moitié sont des Français, les Etats-Unis entendent aussi jouer un rôle très important dans la lutte contre le jihadisme au Sahel. C'est pour cela que les autorités américaines et françaises ne veulent pas abandonner leurs efforts en matière de contre-terrorisme. A cet effet,



REPUBLIQUE DU CONGO



PDAC



BANQUE MONDIALE

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE**

**UNIE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET**

## **AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA SELECTION DES PLANS D'AFFAIRES POUR L'ANNEE 2021 N°008C/PDAC/2021**

La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Une partie des fonds du projet est réservée au recrutement d'un cabinet en qualité d'organisme indépendant de sélection des plans d'affaires.

Le cabinet doit remplir les conditions suivantes :

- avoir réalisé au moins une prestation similaire ;
- avoir une expérience de travail avec un projet ou un programme financé par les bailleurs des fonds internationaux ;
- avoir la maîtrise justifiée du logiciel RuralInvest pour le montage des plans d'affaires ;
- avoir une bonne connaissance du développement rural des pays de l'Afrique au Sud du Sahara en général et de la République du Congo en particulier.

L'équipe doit être composée d'au moins :

- un agroéconomiste (Bac+3 au moins), chef de mission ;
- un spécialiste en agronomie / génie rural (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en transformation des produits agropastoraux et halieutiques (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en analyse financière (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste des questions environnementales et sociales liées au secteur agricole (Bac+3 au moins) ;
- un spécialiste en études de marchés ou commercialisation des produits agricoles (Bac+3

au moins).

Les cabinets qualifiés et intéressés sont invités à présenter leur dossier de manifestation d'intérêt pour l'exécution de ladite mission dont la durée est fixée à 3 mois.

Le Cabinet sera sélectionné selon la méthode de Qualification de Consultant, conformément aux Directives de la Banque mondiale relative à la Sélection et l'Emploi des Consultants, de janvier 2011, révisées en juillet 2014.

Les termes de référence détaillés peuvent être consultés ou retirés au siège du projet. Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés au plus tard, le lundi 9 août 2021, au **secrétariat de l'Unité Nationale de Coordination du Projet**, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila / Brazzaville - République du Congo, Tél : (242) 06 858 88 88 ; E-mail : pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables, de 9 heures à 15 heures 00.

**Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021**





## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT REPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE.  
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)

### Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC » AMI N° 001/MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2021

Secteur : Agriculture

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200006402

Numéro d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestation de services d'un Consultant individuel chargé de l'élaboration d'un Manuel d'Exécution du PRODIVAC.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) la description générale du projet (contexte du projet, théorie du changement : justification (Evaluation des besoins), but, résultats attendus et indicateurs suivant le cadre logique axé sur les résultats, description des composantes, financement du projet, zones d'intervention du projet, Bénéficiaires, stratégie de ciblage et impacts du projet sur les bénéficiaires, stratégie d'intervention du projet), (ii) l'arrangement institutionnel et organisationnel, (iii) l'exécution des composantes, (iv) les modalités de gestion financière et (v) les différents cadres (la passation des marchés, la gestion des plaintes et conflits y compris le suivi-évaluation) pour une durée de soixante (60) jours.

2. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux Règles et Procédures relatives à la Sélection de Consultants, édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse men-

tionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+1).

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 04 août 2021 à 10 heures (heure locale) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°001/MPIRTACMM/UCP-PACIGOF 2021/RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION D'UN MANUEL D'EXECUTION DU PRODIVAC » à l'adresse ci-après :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur  
Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez,  
Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 612 76 84 / 04 464 31 31 / 06 450 52 70 ;  
E-mail : [prodivaccongo@gmail.com](mailto:prodivaccongo@gmail.com) /  
[pat.2016.otonghos@gmail.com](mailto:pat.2016.otonghos@gmail.com).

Fait à Brazzaville le, 22 juillet 2021.

Le Coordonnateur du PRODIVAC ;

Benoît NGAYOU. -

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS-INDIVIDUELS) REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE  
Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois (PACIGOF)  
AMI N° 002/MEPSIR/UCP-PACIGOF 2021

Secteur : Gouvernance économique et Réformes Financières Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732 / N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un Prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt/Bois « (PACIGOF) », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Prêt pour financer le contrat de prestations de services d'un consultant-individuel chargé de l'élaboration d'une stratégie de communication et de sensibilisation en riposte à la COVID-19, en République du Congo .

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement : (i) l'élaboration et la mise en œuvre la stratégie et son plan de communication, (ii) l'identification et la définition des moyens de communication les plus adaptés pour une large sensibilisation, (iii) la conception d'une méthodologie de communication à travers les réseaux sociaux, (iv) l'appui à l'organisation des événements pour une appropriation des outils de communication et (v) l'animation des campagnes de sensibilisation des populations congolaises. La mission se déroulera à Brazzaville, Pointe-Noire et dans des localités ciblées. La mission est d'une durée de soixante (60) mois.

3. L'Unité de Coordination du projet PACIGOF, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle »

invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation d'au moins deux pages, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) récent, daté et signé, mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions, et (iii) copies de diplômes ou attestations pertinents).

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de Passation des Marchés des opérations financés par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, Edition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> ».

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 16 h00, heure locale (TU+1).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à

l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 05 août 2021 à 12 h 00, heure locale (TU+1) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°002/MEPIR/UCP-PACIGOF 2021 RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION EN RIPOSTE A LA COVID-19 EN REPUBLIQUE DU CONGO ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est la suivante :

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PACIGOF

Sise n° 12 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez,  
Brazzaville-Congo  
Tél : (242) 06 931 00 10 / 05 531 00 10 / 06 612 76 84 ;  
E-mail : [pacigofcongo@gmail.com](mailto:pacigofcongo@gmail.com) /  
[pat.2016.otonghos@gmail.com](mailto:pat.2016.otonghos@gmail.com).

Fait à Brazzaville le, 22 Juillet 2021

Le Coordonnateur du PACIGOF

Benoît NGAYOU

## CRISE POLITIQUE

# Les chancelleries enjoignent à la Tunisie d'éviter « la violence »

**Après avoir démis de ses fonctions le Premier ministre et suspendu le Parlement, le président Kaïs Saïed a limogé, le 26 juillet, le ministre de la Défense. Une démarche soutenue dans la classe politique.**

Le lundi, de nombreux poids lourds de la politique tunisienne ont apporté leur soutien à la démarche présidentielle. En dépit de cet appui dans la classe politique, Ennahdha -le parti majoritaire au Parlement- dénonce toujours, de son côté, « un coup d'État » et la communauté internationale s'inquiète d'une possible dérive autoritaire.

Dans la soirée, le désormais ex-Premier ministre, Hichem Mechichi, soutenu par Ennahdha, a déclaré : « Je m'engage à assurer la passation pacifique de pouvoir comme l'exigent les coutumes de la vie politique en Tunisie. »

Mais aujourd'hui, après avoir limogé trois ministres (Intérieur, Justice et Défense), Kaïs Saïed doit faire face aux interrogations sur la légitimité constitutionnelle de ses décisions, même s'il a déclaré ne pas être un putschiste et que le dialogue continue après avoir rencontré des partenaires sociaux et la société civile. Il doit de plus nommer un successeur à Hichem Mechichi et assurer aussi que le pays ne s'em-

brase pas face à ce changement de pouvoir et les mesures d'exception qu'il doit promulguer.

L'article 80 de la Constitution ne dit rien sur la limite de ces mesures, mais il stipule que le président aurait dû consulter avec le chef du Parlement, Rached Ghannouchi, et celui du gouvernement. Le premier, également leader du parti islamo-conservateur Ennahdha, conteste avoir été averti et tenait encore jusqu'à mardi soir, à tenir séance comme d'habitude.

Le principal syndicat du pays, l'Union générale des travailleurs tunisiens, a de son côté appuyé ces mesures tout en demandant à Kaïs Saïed des garanties constitutionnelles.

L'un des partis de la coalition majoritaire au Parlement, pourtant opposé au président en exercice, Tahya Tounes, a déclaré se ranger aux côtés des revendications du peuple tunisien, en appelant au respect des acquis démocratiques.

## Une situation inquiétante

Les réactions internationales se sont multipliées dans la



journée. Anthony Blinken, le secrétaire d'État américain a appelé Kaïs Saïed pour « l'exhorter à respecter la démocratie ». Le chef de la diplomatie l'a incité à « maintenir un dialogue ouvert avec tous les acteurs politiques et le peuple tunisien ».

Antony Blinken a également promis le soutien américain à l'économie tunisienne et à la lutte contre la Covid-19, un élément clé dans les manifestations qui ont éclaté dans le pays et conduit le chef de l'État à suspendre les travaux du Parlement.

Plus tôt, Washington avait appelé « toutes les parties » impliquées dans la crise politique en Tunisie à « éviter toute action qui pourrait (...) mener à la violence »,

pour ne pas « dilapider » les fragiles progrès de la toute jeune démocratie, selon un communiqué du département d'État.

En France, la porte-parole des Affaires étrangères a appelé « l'ensemble des forces politiques à éviter toute forme de violence et à préserver les acquis démocratiques ». La France « souhaite le respect de l'État de droit et le retour, dans les meilleurs délais, à un fonctionnement normal des institutions, qui doivent pouvoir se concentrer sur la réponse à la crise sanitaire, économique et sociale ».

L'Union européenne a, quant à elle, appelé au « respect de la Constitution, des institutions et de l'État de droit » et à « éviter le re-

cours à la violence ».

En Allemagne, le ministère des Affaires étrangères s'est déclaré « très inquiet ». « Il est maintenant important de revenir à l'ordre constitutionnel le plus rapidement possible. » Les événements « constituent un grand défi pour la Tunisie » et démontrent « l'urgence de s'attaquer maintenant aux réformes politiques et économiques ».

En Russie, le porte-parole du Kremlin a espéré que « rien ne menacera la stabilité et la sécurité des citoyens ». Toujours dans le même registre, l'ONU a recommandé à toutes les parties en Tunisie à faire preuve de retenue, à s'abstenir de toute violence et à garantir le calme.

Josiane Mambou Loukoula

## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Environ 195 pays membres de l'ONU échangent sur la question

**Pour mettre sur pied une politique efficace, capable de permettre à l'humanité de faire face à la recrudescence des méfaits du changement climatique qui ravagent actuellement le monde, les experts issus de cent quatre-vingt-quinze pays se sont réunis le 26 juillet, par visioconférence.**

L'objectif principal de la rencontre de haut niveau est d'examiner les nouvelles prévisions inscrites dans le sixième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec). Intitulé « Changement climatique 2021 : les bases des sciences physiques », ce rapport sera un document de référence et une base qui devra conforter et booster les États à agir plus vite et plus fort contre le changement climatique et d'en préciser les actions à mener sept ans après la dernière évaluation.

« Ce nouveau rapport du

Giec est publié au moment où il y a une avalanche de catastrophes qui ont remis les impacts du dérèglement climatique au premier plan de réflexions des États sans oublier les précipitations et l'augmentation et l'excessivité des températures. Alors que des actions cruciales pour l'avenir de l'humanité sont réclamées aux dirigeants de la planète qui doivent se réunir en novembre 2021 à Glasgow pour une conférence-climat, notamment la COP26 », précise les organisateurs, en reconnaissant qu'en ce moment le monde parle de l'urgence climatique. Car, c'est aux gou-

vernements de réduire drastiquement et immédiatement les émissions de gaz à effet de serre, à travers la stimulation de l'action climatique dans le monde entier.

Selon la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa, après son examen pendant deux semaines, ce rapport du Giec sera publié le 9 août. Car, les populations à travers le monde exigent qu'une action climat soit menée en urgence. Pour ce faire, il faut un leadership audacieux et courageux. Parce qu'en signant l'Accord de Paris en 2015, la quasi-totalité des pays de la planète s'étaient engagés à réduire les émissions de CO2 pour limiter le réchauffement bien en deçà de +2°C par rapport à l'ère préindustrielle.

« Limiter le réchauffement à +1,5°C est encore physiquement, techniquement et économiquement possible. Mais pas pour longtemps si nous continuons à agir trop peu et trop tard », souligne encore l'ONU, en insistant que pour espérer ne pas franchir ce seuil, il faudrait réduire chaque année les émissions de 7,6 % en moyenne, entre 2020 et 2030. Et si, 2020 a vu une baisse de cette ampleur en raison de la pandémie de Covid-19, un rebond est attendu. Et l'Agence internationale de l'énergie prédit même des émissions record d'ici 2023.

## Alerter l'humanité sur les conséquences négative et future du dérèglement climatique

Pour les auteurs de cette en-

quête, il est temps d'alerter et d'informer la communauté internationale sur les conséquences futures du changement climatique, parce qu'à l'ère actuelle le monde est sur fond de vagues de chaleur record, d'inondations dévastatrices et de sécheresses sur trois continents de la planète. Cette expertise a été préparée dans des circonstances exceptionnelles et elle recueille les dernières avancées scientifiques du climat.

« Le monde est actuellement sur la voie opposée, se dirigeant vers une hausse de 3°C. Il faut nécessairement changer de cap de toute urgence », indique le rapport.

Notons que cette réunion s'est ouverte le 26 juillet pour prendre fin le 6 août.

Rock Ngassakys

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Les BEI critiquées pour leurs engagements

**Les pays vulnérables au climat viennent d'exiger un coup de pouce urgent. Ils ont accusé les pays riches de n'avoir pas fourni de financement climatique attendu, et ont appelé à repenser les flux financiers nécessaires pour combler les lacunes.**

S'exprimant lors du sommet V-20 sur le financement des vulnérabilités climatiques, les chefs d'État ont appelé les pays à revenu élevé à tenir de toute urgence leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars de financement climatique par an, pour aider les pays à faible revenu à faire face aux effets du changement climatique. Ils ont également réclamé des fonds supplémentaires pour l'adaptation au climat, davantage d'investissements du secteur privé et davantage de subventions que de prêts. Le V-20 ou « Vulnerable Twenty group », représente les économies du plus grand « Climate vulnerable forum », dont les 48 membres sont les plus exposés aux impacts

de la crise climatique. Leur population est estimée à 1,2 milliard d'individus pour seulement 5% des émissions mondiales. Ce sommet, le premier du genre, s'est tenu la veille de la 3<sup>e</sup> réunion des ministres des Finances des pays du G-20.

« Les pays en développement ont besoin d'être assurés que leur ambition sera satisfaite avec un soutien financier et technique indispensable et qui fait toujours défaut », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Pour rétablir la confiance, il a appelé les pays développés à clarifier « comment ils fourniront efficacement 100 milliards de dollars de financement climatique

par an au monde en développement, comme cela avait été promis il y a plus de dix ans ». Pour certains petits États insulaires dont les économies dépendent du tourisme et d'autres secteurs sensibles au climat, l'augmentation des phénomènes météorologiques, les sécheresses prolongées et les inondations compliquent l'adaptation. Le financement extérieur peut donc être une question de survie.

Le coup économique de la Covid-19 aggrave encore plus le défi.

Pour Antonio Guterres, un pourcentage plus élevé du financement climatique devrait être consacré aux besoins d'adaptation, qui ne reçoivent que 16,7 milliards de dollars par an, contre les coûts d'adaptation annuels, dont le coût est de 70 milliards de dollars et pourraient atteindre 300

milliards de dollars par an. La présidente d'Éthiopie, Sahle-Work Zewde, l'insuffisance du financement climatique entrave les efforts pour atteindre les objectifs de développement durable. Elle plaide pour un financement adéquat et prévisible pour atténuer les coûts du changement climatique. Les dirigeants ont appelé les banques multilatérales de développement à aligner leur financement sur l'accord de Paris sur le climat.

« Les pays vulnérables au climat et financièrement stressés n'ont pas le luxe d'attendre un, deux ans ou plus pour accéder aux fonds limités disponibles », a déclaré le président du Costa Rica, Alvarado Quesada.

Pour l'envoyé spécial des États-Unis pour le climat, John Kerry, la COP26 « doit être un moment de

confrontation avec la vérité ». Il a réitéré l'engagement de Washington de redémarrer les paiements au Fonds vert pour le climat. Pour le président britannique à la COP26, Alok Sharma, la promesse de 100 milliards de dollars par an doit se matérialiser. « Nous devons livrer les 100 milliards de dollars que nous avons promis aux pays en développement. C'est une question de confiance », a-t-il déclaré.

Les membres du groupe G-7 ont convenu, en juin dernier, d'augmenter leurs contributions pour respecter leur promesse de dépenses de 100 milliards de dollars.

Les critiques ont souligné que la mise en œuvre sera importante car seuls deux pays (Canada et Japon) ont fait des promesses fermes de plus d'argent.

Noël Ndong



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

**PROJET D'APPUI A L'INCLUSION PRODUCTIVE DES POPULATIONS VULNERABLES « TELEMA »**

**Avis d'Appel d'Offres**

**AON-N°001/MASAH/TELEMA - 2021**

La République du Congo a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables « TELEMA ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre d'acquisition et installation du mobilier de bureau du MASAH (central et déconcentré).

La Coordination du Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables (TELEMA) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour ce type marché.

Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Coordination du Projet d'Appui à l'Inclusion Productive des Populations Vulnérables (TELEMA), courriel: telema@affairesociale.gouv.cg et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à l'adresse : Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire, Direction Générale des Affaires Sociales, derrière le commissariat central de Police, Brazzaville-Congo, ou par courriel telema@affairesociale.gouv.cg du lundi au vendredi de 8 heures à 15 heures.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents

d'Appel d'Offres complets en langue française directement ou en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de « Cinquante Mille (50 000) Francs FCFA » auprès de la Direction Générale des Affaires Sociales à l'adresse ci-dessus citée. Le paiement devra être effectué en espèce auprès de la comptable du projet TELEMA.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 6 septembre à 12 heures précises. Les Offres doivent comprendre une garantie d'offre de « cinq millions (5 000 000) FCFA » sous forme de caution bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent le 07 septembre 2021 à 10h30mn heure locale, dans la salle de réunion du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire.

**Directeur Général des Affaires Sociales, Coordonnateur du Projet TELEMA**

**Christian Roch MABIALA**

## GUIDE DES AFFAIRES

# Davy Kiala publie «Nous sommes tous des étoiles»

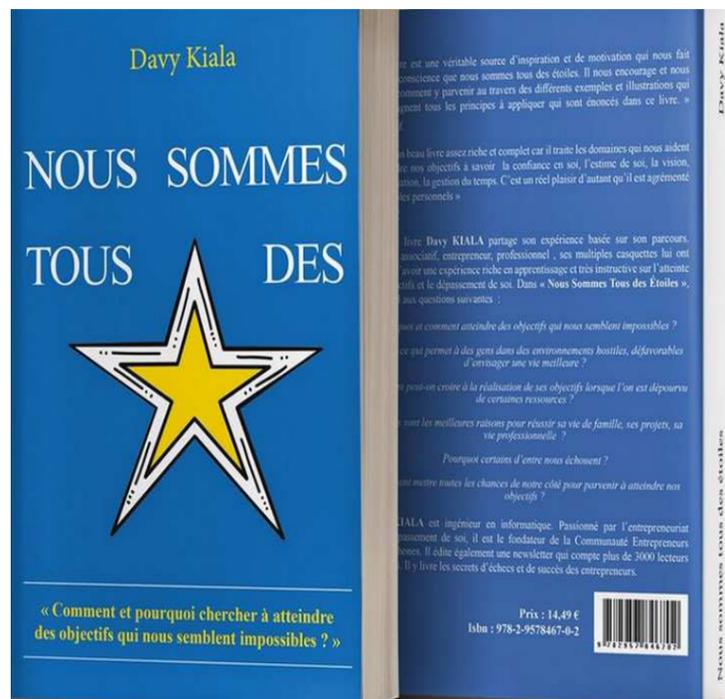
Depuis le 15 juillet dernier, Davy Kiala met à disposition des lecteurs un essai sur le questionnement «Comment et pourquoi chercher à atteindre des objectifs qui nous semblent impossibles?»

Etant à la fois militant associatif, entrepreneur, professionnel, Davy Kiala, sous ses multiples casquettes, aborde le questionnement de ce qui semble constituer des freins à l'entrepreneuriat. Dans «Nous Sommes Tous des Étoiles», l'auteur partage sa riche expérience engrangée au fil de tenues de blogs et de publications afférentes, tout en organisant des conférences et séminaires sur l'entrepreneuriat.

Cela lui a permis de connaître les attentes des lecteurs, leurs problèmes, leurs aspirations, leur environnement et à choisir les mots avec lesquels il doit leur parler.

À chaque questionnement, aussi subtil soit-il, l'auteur applique une méthode d'explication comme étant le principe de petits pas et conseille : «aussi grande que soit ta vision, commence petit».

Les premiers témoignages de lecteurs : « Ce livre est une véritable source d'ins-



piration et de motivation qui nous fait prendre conscience que nous sommes tous des étoiles. Il nous encourage et nous montre comment parvenir au but recherché à travers les différents exemples et illustrations qui accompagnent tous les principes à appliquer énoncés dans ce livre. » Lisette M.

« C'est un beau livre assez riche et complet car il traite des domaines qui nous aident à atteindre nos objectifs, à savoir la confiance en soi, l'estime de soi, la

vision, l'organisation, la gestion du temps. C'est un réel plaisir, d'autant plus que l'ouvrage est agrémenté d'exemples personnels » Henri M. Davy Kiala est ingénieur en informatique. Passionné par l'entrepreneuriat et le dépassement de soi, il est le fondateur de la Communauté des entrepreneurs francophones. Il édite également une newsletter qui compte plus de 3000 lecteurs réguliers. Il y livre les secrets de succès et les raisons d'échecs des entrepreneurs.

Marie Alfred Ngoma

## DIPLOMATIE

## Israël rejoint l'Union africaine comme observateur

L'Etat d'Israël a obtenu la semaine dernière le statut d'observateur auprès de l'Union africaine. Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a reçu le 22 juillet les lettres de créance de l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, au Burundi et au Tchad.

La reconnaissance a été applaudie du côté d'Israël, qui revient ainsi dans le cénacle de l'UA en tant qu'observateur, après avoir perdu cette place, suite au passage de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) à l'UA (Union africaine), en 2002. « Pour la première fois depuis 2002, l'ambassadeur d'Israël en Éthiopie, Aleleign Admasu, a présenté ses lettres de créance en tant qu'observateur auprès de l'Union africaine. », s'est ainsi félicitée la diplomatie israélienne. Pour le ministre des Affaires étrangères israélien, Yair Lapid, cette « réussite diplomatique » vient corriger « l'anomalie qui existait depuis près de deux décennies et constitue un élément important du renforcement du tissu des relations étrangères d'Israël ». Ceci marque du reste l'aboutissement d'une offensive diplomatique menée par Tel Aviv sur le continent depuis plusieurs années, sous l'impulsion de l'ancien chef d'Etat, Benyamin Netanyahu. Rappelons que le président de la commission de l'UA a réitéré au sortir de la rencontre avec le diplomate israélien l'attachement de

l'organisation panafricaine à une résolution du conflit Israélo-palestinien, ainsi que son soutien à une solution à deux Etats, jugée « nécessaire pour une coexistence pacifique ». La commission de l'UA avait déjà condamné les dernières violences meurtrières entre les deux protagonistes, survenues en mai dernier. Quoi qu'il en soit, la nouvelle de l'intégration israélienne a été accueillie de manière contrastée tant au niveau continental qu'à l'international. Elle est critiquée notamment par le Hamas, organisation politique qui contrôle la Bande de Gaza. Cette décision « choquante et répréhensible » de l'UA, « consolide la légitimité de cet occupant sur notre terre et lui donne plus de possibilités de poursuivre ses plans pour continuer à confisquer les droits du peuple palestinien », indique-t-elle dans un communiqué. De même, l'Algérie a dénoncé cette décision, dans un communiqué, en indiquant que cette adhésion ne changerait rien au soutien de l'organisation à la Palestine.

Josiane Mambou Loukoula  
et Ecofin

## SALON DU LIVRE

## La première édition tenue dans la ville océane

Les écrivains et acteurs de la chaîne du livre se sont retrouvés lors de cette première édition, du 24 au 25 juillet, à Pointe-Noire avec le public pour échanger sur le livre et faire sa promotion.

Organisée par Mimo Events sur le thème « Ecrire à l'ère de Covid-19 », la rencontre sur livre initiée par Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah et Arnaud Mitamona, deux écrivains et amoureux du livre, a réuni les écrivains de Pointe-Noire, Brazzaville et Côte d'Ivoire. C'est en participant à la 36e édition du salon du livre de Paris en mars 2016 en compagnie de plusieurs écrivains congolais tels que Chardin Alphonse N'kala, Hugues Eta, Georges Mavouba Sokate, Huppert Malanda, Dominique Ngoie Ngalla, Alain Mabanckou que l'écrivain Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah a pensé organiser un évènement similaire dans son pays, le Congo. Dans son dessein, il a été rejoint par Arnaud Mitamona, un autre passionné du livre.

Après plusieurs mois de préparatifs, le projet a été enfin concrétisé avec la première édition dans la ville des illustres écrivains, notamment Tchi-



La photo de famille à la fin du salon du livre/Adiac

caya Utamsi et Jean-Baptiste Tati Loutard. « C'est un espace de cohésion, de promotion des œuvres des écrivains et aussi un espace d'expression littéraire et artistique », a dit Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah. Et d'ajouter : « Notre objectif est de voir de nouveaux talents éclore à travers ce salon ». Une initiative louée également

par Chardin Alphonse N'kala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire qui a souhaité que d'autres éditions suivent à l'avenir avec plus d'auréole et de participants.

Pendant les deux jours, le public a eu droit aux présentations, à la vente, aux dédicaces et à l'exposition des

livres par les libraires, éditeurs et auteurs. Des activités agrémentées par des parties artistiques réservées à des extraits de pièces de théâtre par la compagnie théâtrale Autopsie, de danse les Argus du lycée de Mpaka et de musique avec le groupe Good See de la paroisse évangélique de Mbota. Lors des présentations, les

écrivains ont exposé comme Chardin Alphonse N'kala sur le thème « Impact de la covid-19 sur le secteur du livre et de la littérature », le critique littéraire Arnel Py Nzoulu a présenté la pièce de théâtre « Hecatombe et Remontada » d'Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah et la présentation d'« Elegie pour le prince de Mbeti » de Jessy loemba.

Pour leurs œuvres et leurs apports dans la promotion du livre, de nombreux écrivains et acteurs de la chaîne du livre ont été distingués. Il y a, par exemple, La maison d'édition de Côte d'Ivoire Ebermie qui a reçu le prix spécial de la maison d'édition, le prix artistique de la meilleure chorale est revenu à la chorale Good See et le prix artistique de mosaïque culturelle au lycée de Mpaka, le prix de la bande dessinée à N'sana Arts et le prix Leopold Pindy Mamonsone à Armand Bouckethy, le prix Tchichelle Tchivela du roman décerné à Ninelle Nsiloulou et le prix Théophile Obenga à Jean Nzoho. Quant au deuxième prix Sony Labou Tansi du théâtre, il a été remis à Florent Sogni Nzaou et Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah a reçu le premier prix.

Hervé Brice Mampouya

## MINZOTO YA MBOKA

La 1<sup>e</sup> édition se déroulera le 6 août

Rendez-vous culturel et artistique visant à rassembler sur scène les artistes congolais de diverses disciplines, Minzoto ya mboka tiendra sa 1<sup>ère</sup> édition le 6 août autour d'une panoplie d'activités comme le chant, le conte, le slam, la mode et la danse.

Organisé par l'agence Dream maker, sous le haut patronage du ministère de la Culture et des Arts, en partenariat avec quelques structures locales, Minzoto ya mboka, traduit en français «les étoiles du pays», a été retenu également comme le thème de la 1<sup>ère</sup> édition.

« Les étoiles sont faites pour briller, alors nous voulons à travers cette activité les mettre considérablement en lumière. Nous invitons, en parallèle, tous ceux qui le veulent à participer à ce rendez-vous et à apporter une pierre à l'édifice pour rendre mémorable cette première édition de Minzoto ya mboka », a confié Salomé Pandzou, artiste-musicienne et membre de l'organisation du rendez-vous. A en croire les organisateurs, l'initiative multiculturelle permettra aux artistes de s'exprimer, de se découvrir et de vivre un grand moment de partage autour de diverses disciplines qu'il y aura au programme. « A travers Minzoto ya mboka, nous venons nous joindre aux différentes

plateformes et autres projets qui existent déjà, en vue de contribuer au développement du secteur culturel congolais, faire valoir le travail des artistes et ainsi of-

Sous le haut patronage du Ministère de la Culture et des Arts

**MINZOTO YA MBOKA**

Soirée culturelle et Artistique

Au programme  
HUMOUR-SLAM-MUSIQUE-DANSE-CONTE  
EXPOSITION D'OEUVRE D'ART-DEFILE DE MODE

VEN 06 à 16H  
Août 2021

Hôtel MARINA (centre ville)

PAF 5000F  
VIP 10000F

Tickets disponible et places limitées: 06 841 47 82/05 353 67 70

frir une grande visibilité au pays », a détaillé Salomé. Prévu le 6 août prochain dans la capitale congolaise, l'essentiel de l'événement s'articulera autour de l'humour, du slam, du conte, du chant, de

la danse, d'un défilé de mode et d'une exposition d'œuvres d'art. Pour cette première édition, Minzoto ya mboka met en vedette plusieurs artistes comme Juste parfait, Stéphanie Bluetooth, Mariusca, Thales Zokene, Salomé Pandzou, Gaël Tsoumou, le groupe I-Max et les maisons de couture BM Store et MG Lumière.

« Avec cette pandémie de Covid-19 qui continue de combattre la planète, nous ne pouvons continuer à nous avouer vaincus. Cet événement qui se tiendra de façon limitée vise en parallèle à dire aux artistes de ne pas baisser les bras, mais de faire preuve de résilience. Ensemble, écrivons l'histoire », ont fait savoir les organisateurs. Notons que dans sa vision d'être une vitrine de découverte et de visibilité des artistes confirmés et ceux en herbe, Minzoto ya mboka entend devenir un festival culturel congolais visant à lever très haut les couleurs du Congo sur toute l'étendue du territoire et sur le continent africain. Ceci, notamment grâce à la richesse de sa culture et son potentiel artistique.

Merveille Atipo

## ESCRIME

## Le championnat départemental de Brazzaville prévu le 31 juillet

La ligue départementale d'escrime de Brazzaville (LDEB) organise, le 31 juillet, au gymnase Henri-Elendé, à partir de 9h, le tout premier tournoi de la ligue, après l'installation récente des dirigeants départementaux. Cette compétition qui aura lieu quelques mois après l'organisation du tournoi international, Albert-Kaya, permettra aux différents escrimeurs de Brazzaville de se mettre non seulement en jambe mais aussi de retrouver de façon constante la compétition afin de préparer normalement les prochaines échéances nationales.



Selon les organisateurs, l'accès au gymnase Henri-Elendé sera libre pour tous les amoureux de ce noble sport de contact. Notons que lors de l'assemblée générale électorale de la ligue, le 3 juillet, le bureau de la ligue d'escrime de Brazzaville a adopté le programme des activités à mener au cours de cette année. Il s'agit, entre autres, de l'organisation du championnat de la ligue qui vise l'évaluation

du niveau des tireurs. Outre le championnat, qui est l'activité publique phare de la ligue, d'autres événements sont prévus. Par exemple, la formation des officiels techniques, l'organisation d'un camp d'entraînement qui vise le renforcement des capacités technico-artistiques des sportifs.

Rude Ngoma

## JO

## Kick-boxing et Muay thai retenus comme sports olympiques

Lors de sa 138<sup>e</sup> session, le Comité international olympique (CIO) a pris une décision importante qui rassure à la fois les instances internationales et aussi la Fédération congolaise de boxe pieds-poings.

Le Kick-boxing et le Muay thai ont reçu un feu vert pour être des disciplines olympiques. En changeant de galon, ces sports vont désormais bénéficier d'une visibilité très importante et deviendront ainsi plus populaires « à l'heure où le MMA se taille la part du lion. » Ces deux disciplines seront, dans la foulée, inscrites lors des prochains Jeux olympiques de Paris 2024. C'est la fin d'un long voyage, a commenté l'Association mondiale des organisations de Kick boxing. « Le 20 juillet, la session du CIO tenue à Tokyo au Japon a accepté le sport du Kick-boxing avec une pleine reconnaissance sous les auspices de l'organe directeur mondial Wako (Association mondiale des organisations de Kick boxing, lors de la session du CIO dûment convoquée. Puis un long voyage a finalement pris fin », a



Les athlètes congolais pratiquant le Kick-boxing à l'entraînement

indiqué l'instance mondiale. Le kick-boxing est une discipline sportive appartenant au groupe des boxes pieds-

poings développée au début des années 1960 par les Américains, ou « kick-boxing américain » et parallèlement

à la même époque par les Japonais, appelé « kick-boxing japonais ».

Le Muay thai a lui aussi reçu

historique pour le Muay thai, en tant qu'art culturel et sport », a commenté l'IFMA. Le Muay thai est un art martial et plus précisément un sport de combat classé en Occident parmi les boxes pieds-poings. Il est surnommé l'art des huit membres, en référence aux huit parties utilisées des bras et jambes. La boxe thaï trouve son origine dans des pratiques martiales ancestrales, notamment dans le Muay boran (boxe traditionnelle) et le Krabi krabong (pratique avec les armes). Elle est la plus populaire des boxes du sud-est asiatique (boxe birmane, boxe khmère, boxe laotienne, boxe vietnamienne, boxe chinoise) et doit sa popularité au fait qu'elle est une discipline nationale professionnalisée. Au total, six nouvelles disciplines ont élargi la liste des sports olympiques. A part le Kick-boxing et le Muay thai, figurent aussi le Sambo, l'Eisstock, le Cheerleading et le Lacrosse en champ.

James Golden Eloué

## VIE DES PARTIS

## Le chanteur Koffi Olomide adhère à l'AFDC

À dater du 26 juillet, le musicien est officiellement membre d'honneur et cadre de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), parti politique du sénateur Modeste Bahati Lukwebo.



Koffi Olomide et le sénateur Bahati Lukwebo (DR)

Résidant dans la commune de Ngaliema, Antoine Agbepa Mumba, alias Koffi Olomide ou encore le Grand Mopao, est d'office affilié à la fédération de Lukunga/Kinshasa comme il l'a mentionné sur sa fiche d'adhésion remplie et signée le lundi 26 juillet. L'artiste musicien de renommée internationale a adhéré « librement à l'AFDC en qualité de membre d'honneur/ cadre », comme cela apparaît dans la vidéo parvenue au Courrier de Kinshasa l'après-midi.

Soixante-cinq ans révolus, le musicien qui a fêté son anniversaire, le 13 juillet, est visiblement ravi d'avoir rejoint les rangs de ce parti créé en 2010 par le président du Sénat et une centaine d'autres compatriotes. Koffi Olomide a été filmé en train de remplir sa fiche avec l'aide d'un des cadres du parti qui l'a guidé à chaque étape. Il semble que l'AFDC jouit d'une certaine préférence de la

part des stars. En effet, la « Légende » de la musique congolaise n'est pas le premier à y faire son adhésion. L'on se souviendra que trois ans plus tôt, soit en juillet 2018, Noël Ngiamakanda, alias Werrason, l'avait fait en prévision des élections législatives. Le patron de Wenge maison mère était alors candidat député national dans la liste AFDC/alliés à Kikwit, son fief natal. Il convient de souligner que l'AFDC, après les quelques soubresauts qui l'ont animée au lendemain des élections, défections de certains membres à cause de dédoublements, l'accalmie y règne désormais. Il est même actuellement en très bonne posture car il est membre de la majorité parlementaire. Bahati Lukwebo et ses affidés sont donc parmi les piliers de l'Union sacrée de la nation initiée par le président Félix Antoine Tshisekedi.

Nioni Masela

## QUIBDÓ AFRIKA FILM FESTIVAL

## Bimpa production représente la RDC

Heart of Africa (Cœur d'Afrique), Awa et La star sont ses trois réalisations répertoriées parmi les quarante-trois films de la sélection officielle de l'événement cinématographique international dont la troisième édition se tiendra du 14 au 18 septembre à Pointe-Noire.



D'un ton enjoué, Tshoper Kabambi, directeur de Bimpa production, a annoncé la sélection des trois réalisations au Quibdo Africa Film Festival (QAFF). « Avec ces trois films en sélection, c'est le cinéma congolais mais aussi la RDC qui gagne de plus en plus en notoriété », a-t-il dit. Et dans la foulée, il a fait part au Courrier de Kinshasa de la proximité de la troisième édition de l'événement qui semble lui convenir partant de la certitude de pouvoir y prendre part. « Le festival dont le promoteur est d'origine congolaise s'est toujours tenu à Cuba jusqu'ici. Il sera délocalisé pour la première fois à Pointe-Noire », nous a-t-il averti. Et de poursuivre : « Bimpa production va y présenter trois films HOA, Heart of Africa ou Cœur d'Afrique, Awa de Deborah Bassa et La star, dernière réalisation de Kevin Mavakala ». Les trois films de Bimpa production seront les seuls de la RDC à être vus au QAFF. Un peu maigre comme participation quand on sait que

quarante-trois sont sélectionnés. Cela reste pourtant une joie pour Tshoper à savoir qu'Awa ! et La star sont répertoriés parmi les vingt-quatre courts métrages en compétition pour cette édition. Et qui plus est, sa réalisation personnelle, Heart of Africa ou Cœur d'Afrique, selon qu'il est question de la version en anglais ou en français, est au nombre des cinq longs métrages de fiction en lice. Notons que ce film dont les personnages principaux sont le Congolais Moyindo Mpongo et l'acteur hollywoodien Brandon Ray a été sacré Écran d'or du meilleur film aux Écrans noirs de Yaoundé en novembre dernier. De plus, l'Écran du meilleur acteur a été attribué à Moyindo qui campait le rôle de Ngandu dans le film. Par ailleurs, d'un autre côté, c'est en qualité de producteur que s'est réjoui Tshoper. « Le mois dernier notre ingénieur Cédric Mbongo a remporté le prix du meilleur son à l'Aspiring Youth Short Film Festival en Inde pour le compte de «La star» de Kevin Mavakala », a-t-il précisé.

N.M.

## NORD-KIVU ET ITURI

## Une dotation de l'OMS en médicaments et équipements contre la covid-19

Les équipements médicaux reçus auprès de l'Organisation mondiale de la santé sont constitués d'un moniteur multiparamétrique et accessoires, les concentrateurs d'oxygène, masques d'oxygène adultes, masques d'oxygène enfants, Lunettes à Oxygène adulte et enfant, les saturimètres/Oxymètre de pouls portables, les masques FFP2, les blouses d'isolement, les écrans faciaux, Microtubes, gants d'examen Latex, les combinaisons, etc.

L'important lot de médicaments et équipements destiné aux provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, plus précisément pour les villes de Goma et de Bunia, a été réceptionné dernièrement par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani. Lors de la cérémonie



Remise des médicaments et équipements contre la covid-19 au ministre Jean-Jacques Mbungani

de la réception de ce lot, le Dr Jean-Jacques Mbungani a rappelé la nécessité de respecter scrupuleusement les mesures barrières édictées par le gouvernement. Il

a, par ailleurs, appelé les Congolais de manière générale à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective pouvant conduire à la reprise de la vie normale.

Blandine Lusimana

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Me Guy Loando Mboyo en mission officielle en Egypte

C'est depuis lundi 26 juillet dernier que le ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire séjourne au Caire en Egypte. Me Guy Loando Mboyo fait partie de la forte délégation gouvernementale qui accompagne le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde au pays des pharaons.

Faisant suite aux accords bilatéraux signés, il ya six mois, entre les deux chefs d'Etat lors de la visite du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, auprès de son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi, la visite de la délégation gouvernementale conduite par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde au Caire s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet «Kitoko» qui s'articule sur la construction des cités modernes pour l'extension de la ville de Kinshasa, précisément dans la commune urbano-ru-

ce projet est très capital dans la mesure où le ministre de tutelle tient à booster son secteur pour faire de la RDC un pays miroir dans la sous-région. Selon une dépêche de la cellule de communication de la Primature, sur place au Caire, le Premier ministre a eu des échanges très fructueux et prometteurs avec des consortiums des investisseurs et hommes d'affaires égyptiens membres du groupe Egyptien INCOME. Ces derniers ont manifesté leur intérêt d'investir en RDC, pays qui offre plusieurs opportunités d'investissement dans

à Kinshasa.

Pour leur part, le consortium d'investisseurs et hommes d'affaires égyptiens a démontré à la délégation congolaise leurs différentes réalisations et leurs capacités de travailler avec les banques internationales dans la réalisation du projet Kitoko. Outre la construction des villes, ces investisseurs disent aussi être prêts à investir dans la construction des routes de desserte agricole et à soutenir le développement durable avec les énergies renouvelables. Ils sont également intéressés par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. En séjour de travail en Egypte, la délégation qui accompagne le Premier ministre a visité le village intelligent situé dans la province de Gizen, où est faite la présentation audiovisuelle du plan directeur de la nouvelle ville Kitoko, où seront construits le plus grand hôpital au standard international, le palais présidentiel ainsi que le noyau industriel pour la transformation locale des produits manufacturés. Notons que la délégation gouvernementale conduite par Jean-Michel Sama Lukonde en Egypte est composée des ministres d'Etat, de l'Urbanisme et Habitat, Pius Mwabilu, de l'Aménagement du territoire Guy Loando, du ministre des Affaires foncières Aimé Molendo Sakombi ainsi que du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière d'investissements, Jean-Claude Kabongo.

Blandine Lusimana



Les membres de la délégation congolaise

rale de Maluku. Dans le volet Aménagement du territoire, il ya lieu de dire que

le secteur socio-économique pour notamment la construction de la nouvelle ville Kitoko

## PAIX ET SÉCURITÉ

# Les Libyens disposés à consolider le processus de réconciliation

**Au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures à Brazzaville, le président du Conseil présidentiel de Libye, Mohamed El-Menfi, a dégagé les priorités de l'action que doit mener l'institution qu'il dirige en vue de la tenue dans les meilleures conditions des élections générales dans son pays.**

Arrivé le 26 juillet dans la capitale congolaise, le dirigeant libyen a eu des entretiens avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne. S'exprimant aux côtés de ce dernier avant son retour, Mohamed El-Menfi a tout d'abord remercié son hôte pour l'accueil qui lui a été réservé et pour sa sollicitude de tous les instants à l'égard de la Libye et de son peuple. Dans la perspective de sortie de crise, le président du Conseil présidentiel de Libye croit au rôle que doit jouer l'Afrique à travers son comité de haut niveau. Alors que les élections générales sont envisagées pour le 24 décembre prochain, Mohamed

El-Menfi a indiqué travailler à la réunification de toutes les institutions de son pays, y compris les forces armées. Il a aussi abordé la question du départ des forces étrangères de Libye, comme l'a recommandé la communauté internationale à l'issue de la deuxième conférence sur la crise dans ce pays, tenue les 23 et 24 juin dernier, à Berlin, en Allemagne. Une fois la stabilité intérieure retrouvée, a-t-il indiqué, le processus conduisant aux élections, et pour lequel les autorités libyennes sollicitent l'accompagnement de l'Afrique et d'autres partenaires pourrait s'enclencher plus facilement.

Le communiqué conjoint rendu public, le 27 juillet, en rapport avec le séjour du pré-



Mohamed El-Menfi

sident du Conseil présidentiel de Libye annonce l'envoi dans les prochains jours par le Congo d'une mission gouvernementale d'information et la convocation, à une date

qui reste à convenir entre les parties concernées, d'une réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine. Décidées à prendre la place qu'il leur revient au sein de

l'organisation panafricaine, les autorités libyennes attendent de cette dernière un appui significatif à leur cause.

Gankama N'Siah

## Communiqué de presse conjoint

**Brazzaville, le 27 juillet 2021**

**1-** A l'invitation de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République du Congo, Président du Comité de Haut Niveau et du Groupe de Contact de l'Union Africaine sur la Libye, Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, Président du Conseil Présidentiel de Libye, a effectué une visite officielle à Brazzaville, les 26 et 27 juillet 2021, à la tête d'une importante délégation.

**2-** Son Excellence Mohamed EL-MENFI a remercié Son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO pour l'accueil chaleureux et fraternel réservé à sa délégation et à lui-même. Il a salué l'engagement constant du Président de la République du Congo dans la recherche d'une solution de sortie de crise en Libye, à la tête du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine.

**3-** Son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO a réitéré ses félicitations à Son Excellence Mohamed EL-MENFI, et, à travers lui, à l'ensemble du Conseil Présidentiel, pour son élection à la tête de la Libye. Il a salué les avancées déjà obtenues par les nouvelles autorités libyennes depuis leur arrivée aux affaires.

**4-** Se félicitant des conclusions de la 2ème réunion du Comité International de Suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, tenue le 23

juin 2021 à Berlin, les deux hommes d'Etat ont mis l'accent dans leurs échanges sur les exigences liées à la réussite des prochaines élections générales en Libye, prévues le 24 décembre 2021.

**5-** A cet égard, ils ont évoqué les défis urgents à relever, au nombre desquels notamment la consolidation du cessez-le-feu, le respect de l'embargo sur les armes, l'unification des institutions militaires et financières du pays, le retrait des combattants étrangers et mercenaires présents sur le territoire national.

**6-** Dans ce même registre des défis urgents, les deux éminents interlocuteurs ont rappelé l'impérieuse nécessité d'approfondir le processus de réconciliation nationale.

**7-** A cet égard, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO a réitéré son appel, à tous les acteurs politiques libyens, au dépassement. Il les a invités, une fois de plus, à privilégier l'intérêt de leur pays, en œuvrant résolument et continuellement pour l'unité, la paix et la réconciliation nationale.

**8-** Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO et Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, ont également appelé au res-

pect par tous les pays des engagements pris à la Conférence de Berlin, tenue en décembre 2019, et renouvelés à l'occasion des deux réunions du Comité International de Suivi, tenues à Munich, en janvier 2020, et à Berlin, en juin 2021.

**9-** Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, en sa qualité de Président du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye, a réitéré sa disponibilité et son engagement à accompagner jusqu'au bout les Libyens dans le règlement définitif de la crise dans leur pays.

**10-** Il a informé son illustre hôte, Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI, de l'envoi prochain d'une mission gouvernementale d'information en Libye ainsi que de la convocation, dans les jours à venir, d'une réunion du Comité de Haut Niveau.

**11-** Son Excellence Monsieur Mohamed EL-MENFI a accueilli favorablement les initiatives de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO. Il l'a invité à effectuer une visite de travail en Libye. Ce dernier a accepté cette aimable invitation dont la date et les modalités seront communiquées par voie diplomatique.

**Fait à Brazzaville, le 27 juillet 2021**